



ENTRETIEN AVEC... JEAN-PIERRE PERNOT

IMPLANTATION DANS LE PRIVÉ, ENJ

Jean-Marie Pernot est chercheur en science politique à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES) et auteur de *Syndicats : lendemains de crise ?* (septembre 2005) et de *La grève qui sort* en mars 2008 (collection *Contester* n°1, éditeur Presse de Sciences Po).



Jean-Marie Pernot.

DE : Quelle appréciation peut être portée sur l'état du syndicalisme après dix mois de Sarkozy ?

Jean-Marie Pernot : Pas très brillant mais l'exercice était difficile. Comme prévu, les confédérations ont été absorbées dans la frénésie des chantiers présidentiels, en ordre dispersé et sans véritable boussole. Au niveau central, tout a été – et reste – obéré par l'approche des élections prud'homales et les arbitrages sur la représentativité. Au niveau des champs professionnels et des entreprises, l'action revendicative a été vivante, avec même quelques succès comme cette journée de grève inédite dans la grande distribution. Mais elle pose aussi d'importantes questions à un syndicalisme confédéré encore trop enfermé dans le tropisme de l'entreprise. Il est bon de gagner des augmentations salariales de 3 ou 4 %, voire plus, mais le travail syndical ne peut pas s'arrêter là quand les coûts du logement, de l'énergie, de la santé et maintenant des produits alimentaires se mettent à exploser ! Si l'action syndicale ne prend pas en charge ces questions, elle sera soutenue à distance par les salariés mais restera jugée inefficace sur l'essentiel. S'en occuper, cela veut dire avoir des revendications précises, conduire des campagnes d'action et disposer des outils pour mettre tout cela en œuvre : un regain de la dimension interprofessionnelle, des accords intersyndicaux, de l'action orientée en parallèle vers les territoires et vers les entreprises.

L'épisode de la négociation du contrat de travail n'a pas vraiment montré l'exemple. Si les confédérations semblent avoir débattu entre elles au cours de son déroulement, ce qui est bien le moins, elles se sont divisées sur l'essentiel et aucune mobilisation sociale n'a été envisagée. Il faut dire qu'on se heurte là à la faiblesse insigne de l'implantation dans le secteur privé qui fait que, dans ce pays, il est impossible de déclencher quoi que ce soit sur une question qui ne concerne pas directement le secteur public ou la fonction publique. Le mouvement des retraités en faveur de l'augmentation des pensions échappe un peu à cette remarque parce que ceux qui se mobilisent sont hors entreprises. Ceci témoigne de l'énorme pression exercée aujourd'hui par le capital sur le travail dans l'entreprise.

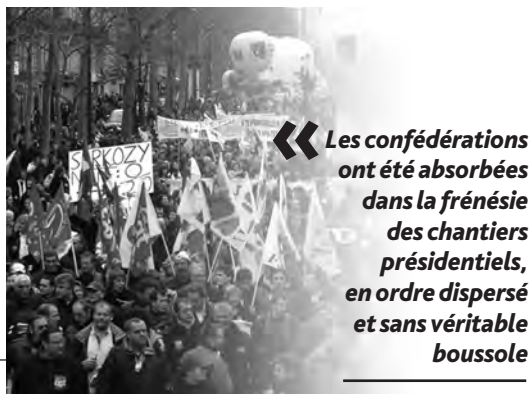
DE : Peut-on lire la stratégie de la CGT au cours de cette période ?

J-M. P. : La CGT ne s'est pas trop mal dépêtrée de la réforme des régimes spéciaux. C'était un terrain de confrontation imposé dans

un contexte qui n'avait rien à voir avec 1995. Il fallait éviter l'isolement, prendre date sur le problème d'ensemble des retraites et trouver les voies d'un nouveau compromis social acceptable par les salariés dans les entreprises concernées. Quoi qu'on puisse penser de la conduite du mouvement, elle ne semble pas pour l'instant désavouée par les travailleurs de ces entreprises. Les cheminots, par exemple, ont voté depuis la suspension du conflit, et si la CGT perd 2,7 points par rapport à 2003, ce recul était déjà enregistré avant le conflit et ne peut être strictement imputé à la gestion de celui-ci.

Pour le reste, la CGT est obsédée par les problèmes de développement de la centrale. Les campagnes d'adhésion apportent quelques résultats mais il n'y a pas d'avancée significative car elle perd toujours autant qu'elle gagne. L'enjeu du « redéploiement » est pour l'instant loin d'être atteint et la CGT prend conscience (trop lentement) que ce n'est pas qu'une question de volonté. C'est toute la construction de la centrale qui émerge derrière cet échec. La CGT doit se repenser globalement et sortir de modes d'organisation et de structuration dépassés par les transformations du salariat. Par exemple, elle connaît un empilement de structures, unions locales, départementales, régionales, fédérales, coordination au sein des groupes, etc. entre lesquelles les attributions sont redondantes et qui produisent une amplification de la bureaucratisation. Ses champs fédéraux sont vieux d'un siècle et il semble impossible de les réorganiser. Il est difficilement concevable, par exemple, que les cheminots et les routiers ne soient toujours pas dans une même fédération alors qu'ils ont souvent le même employeur (SNCF-Participations est un des plus grands intervenants de la route) ; deux fédérations se partagent le secteur santé action sociale, organismes sociaux alors qu'elles devraient unir leurs forces pour s'attaquer au secteur de l'aide à la personne (170 000 emplois créés dans ce secteur en 2007, pour une syndicalisation encore dérisoire). Et on peut multiplier les exemples. En fait les organisations professionnelles de la CGT épousent des réalités statutaires et pas des ensembles sociaux économiques. Si elle ne change pas cela, elle accompagnera les replis corporatistes et restera incapable d'agir comme un acteur social et politique.

En clair, la CGT ne peut pas (re)devenir une organisation de masse « toutes choses égales par ailleurs ». Il faut se souvenir que la cohérence longtemps prêtée à la CGT n'était due qu'à la commune appartenance de ses dirigeants et de nombre de ses militants au Parti communiste, lui-même régi par le centralisme démocratique. Cette « mise en forme » par l'extérieur ayant disparu, il reste dans la CGT des règles de fonctionnement qui doivent plus à l'anarcho-syndicalisme des origines qu'à une culture d'organisation propre à la centrale. Chacun dans son coin fait à peu près ce qu'il veut ! C'est une organisa-



« Les confédérations ont été absorbées dans la frénésie des chantiers présidentiels, en ordre dispersé et sans véritable boussole »

EU STRATÉGIQUE

tion qui doit être repensée et reconstruite. Ce n'est pas facile dans un contexte de fragilité globale qui crée de nombreuses crispations sur l'existant. Des réalisations sont en cours comme ce mouvement significatif de création de syndicats locaux, ou de sites, dans le commerce par exemple. On voit émerger pas mal de syndicats qui embrassent plusieurs secteurs (des syndicats dits multiprofessionnels). Il y a des choses intéressantes mais ça ne va pas assez loin ni assez vite. Une course de vitesse est engagée entre la refondation de l'organisation et le risque de marginalisation qui n'est pas écarté.

EE : Il n'y a pas que des problèmes structurels. La CGT semble en difficulté avec ses problèmes d'alliance. Que recherche-t-elle exactement du côté de la CFDT ?

J-M. P. : Bien sûr, il y a des problèmes de stratégie et, notamment des problèmes d'alliance. Les désaccords avec la CFDT sont nombreux et il existe un grave problème de confiance entre les deux directions. Les relations peuvent être différentes au niveau de fédérations ou de régions où, malgré des divergences (par exemple sur l'usine Mittal de Gandrange), des démarches communes sont entreprises : dans la métallurgie, les relations existent dans le respect des différences, comme on dit. Dans la grande distribution, rien n'aurait été possible dans l'action des mois de décembre et janvier sans un effort commun des deux fédérations. Alors pourquoi la CFDT ? C'est extrêmement simple : c'est la question du secteur privé. Il y a aujourd'hui 17 millions de salariés qui travaillent dans le privé et 5 millions de fonctionnaires et de statutaires. Le nombre de salariés des entreprises publiques a été diminué par trois en un peu plus de vingt ans et les effectifs de la fonction publique de l'Etat ne sont pas en croissance. Le taux de syndicalisation dans le secteur privé est de 5 %, toutes organisations confondues, avec entre 1,7 et 2 % chacun pour la CGT et la CFDT, de très loin les mieux implantées. Comment voulez-vous asseoir la légitimité et la puissance du mouvement syndical dans une telle situation ? Il ne s'agit pas pour la CGT d'abandonner son potentiel dans le secteur public et la fonction publique, d'autant qu'elle y est encore forte et je ne crois guère à une quelconque attraction qu'exercerait la CFDT sur la CGT. C'est la simple traduction d'une priorité qui n'est pas illégitime et qui veut que la stratégie soit d'abord tournée vers le privé. C'est quelque chose qui n'est pas partagé par tout le monde dans la CGT ; il faut que la FSU admette ce choix, même si ça ne l'arrange pas en terme de relations avec la CGT. Si le mouvement syndical ne reconquiert pas sa place dans l'ensemble du salariat, il passe à côté de sa raison d'être. Et, pour l'heure, ni l'Unsa ni Solidaires, ne constituent des forces significatives de ce côté-là.

EE : Cette année est marquée par les élections prud'homales et celles de la fonction publique territoriale ainsi que par le débat sur la représentativité. Quelle peut être la place de la FSU ?

J-M. P. : La FSU n'a pas grand-chose à gagner des grandes échéances

« **L'élargissement de son champ est sans doute bon à prendre pour la FSU mais ce ne peut être qu'une stratégie d'attente.**

de l'année sauf une reconnaissance au niveau de l'ensemble des fonctions publiques qui pourrait résulter des arbitrages sur la représentativité et d'un éventuel succès du SNU-CLIAS. Pour le reste, il ne peut y avoir que des effets incidents. La FSU est une grande organisation dans un champ étroit à qui se pose immédiatement la question de ses alliances. Si la réforme de la représentativité est autre chose que cosmétique (ce qui n'est pas acquis), elle peut conduire à un resserrement du champ syndical. Des logiques de regroupement pourraient se faire jour, qui poseraient inéluctablement la question de l'autonomie. Pour l'heure, l'élargissement de son champ est sans doute bon à prendre pour la FSU mais ce ne peut être qu'une stratégie d'attente. L'espoir d'une nouvelle entité confédérale n'a pas de sens, on voit bien les difficultés d'émergence de l'Unsa comme de Solidaires dans le secteur privé. Dans les alliances qui lui seraient les plus « naturelles », c'est-à-dire vers la CGT, la FSU apporte plus de problèmes que de solutions. Pour la CGT, la FSU, c'est d'abord cent et quelques milles fonctionnaires. C'est une voie qui la déporte de ses efforts de rééquilibrage alors qu'elle cherche justement à se départir de l'emprise des statutaires dans son fonctionnement et dans sa vision du monde social. Solidaires est-il une voie d'alliance stratégique pour la FSU ? C'est trop petit hors du secteur public et de la fonction publique pour constituer un pendant à la force de la FSU. Par ailleurs, ici ou là et à commencer par l'éducation nationale, les rapports avec Solidaires peuvent être compliqués par un radicalisme des Sud, parfois un peu décalé des rapports de force réels.

La FSU se trouve aux prises avec une aporie : pour sortir du face à face avec elle-même, elle dépend surtout d'autrui, et d'un autre significatif qui, aujourd'hui, fait défaut. Et à tourner durablement sur elle-même, elle risque l'auto destruction. Il me semble que c'est à partir de son champ qu'elle doit s'inscrire dans les nouveaux enjeux de l'inter-professionnalité : d'abord pratiquer cette inter-professionnalité pour elle-même, en son propre sein, c'est-à-dire sortir de l'opposition des cultures professionnelles du milieu enseignant qui sont de peu de poids à côté du rôle massif de reproduction sociale du système éducatif dans son ensemble. Ce phénomène s'est aggravé en vingt ans et les propositions pour en sortir ne peuvent être construites que dans un rapport organisé avec le syndicalisme interprofessionnel. S'enfermer sur le professionnel, c'est passer à côté des graves questions que se posent de nombreux salariés, notamment les plus modestes, qui ont longtemps vu l'école comme une chance d'ascension pour leurs enfants et qui perdent lentement cet espoir.

Si les rapports entre organisations semblent pour l'heure un peu gelés au niveau central, des proximités peuvent être créées sur le plan local autour d'enjeux partagés ; ça se pratique assez spontanément lorsqu'il y a des luttes mais peut-être est-il possible de les établir de manière plus organique. ●



ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
JEAN-MICHEL DREVON